Joseph Meyer

Penser Autrement

Le revenu de base inconditionnel

en tenant compte de l'emploi, de l'énergie et du système monétaire

Éditeur :
A.s.b.l. Fraction VIVANT au Parlement de la Communauté Germanophone en Belgique

IMPRESSUM

© 2007 by Joseph Meyer, Klosterstraße 40, 4780 St.Vith (B)
e-mail : j-meyer@gmx.net
Tous droits réservés
Edition originale allemande : ISBN 978-3-86712-013-5

Traduction de l'allemand : Eliane Nix

Mise en page : Andreas Hock

Illustrations du texte : avec l'autorisation du Solarenergie-Förderverein Deutschland e.V., www.sfv.de

Dessin de couverture : Hubert Schäfer

Impression : Grenz-Echo printing, Vervierser Straße 97, 4700 Eupen (B) www.grenzecho.be

Printed in Belgium

TABLE des MATIERES

1. Préface de Günter Sölken 5
2. Introduction 9
3. Les problèmes mondiaux, leurs causes et leur solution en résumé 11
4. Champ libre pour l'économie 14
5. Mauvaises évaluations en ce qui concerne l'énergie 16
6. Fausses estimations concernant notre système monétaire 27
7. Le revenu de base inconditionnel (RBI) 35
   a) Historique 35
   b) Avantages d'un RBI 36
   c) Nécessité d'un RBI 39
   d) Financement du RBI 41
   e) Le RBI et le système monétaire 42
8. Le référendum : une nécessité politique ? 49
9. Beaucoup de positif sur : la protection climatique par une politique sans émission de CO_2 et sans énergie atomique ! 53
10. En résumé 57
11. Conclusion 59
12. Remerciements 63
13. Bibliographie 65

1. Préface

Que ce soit à Bruxelles ou à Berlin, à Calcutta ou à Mexico-City, les hommes savent que le système politique ne peut plus continuer ainsi.

La pauvreté et la faim augmentent, alors que la planète dispose d'une richesse jamais acquise auparavant. Cela se fait même ressentir dans l'hémisphère ouest, reconnu pourtant comme le plus riche sur terre.

Bien sûr, les gens profitent encore d'une protection sociale spécialement conçue pour eux. Mais ici aussi, la peur existentielle augmente, chose bien compréhensible au vu de la progression du chômage et de la politique menée par nos gouvernements, exempte de fantaisie.

Les experts universitaires en la matière et les économistes politiques ne proposent qu'une seule solution : une retenue salariale et un prolongement du travail. Ils conseillent aux politiciens de diminuer davantage les prestations sociales et de les lier à toujours plus de conditions : En Allemagne, par exemple, à la condition d'accepter des jobs à bas revenus, même si ceux-ci sont largement en dessous du barème et même s'ils ne correspondent pas aux qualifications du postulant.

Les politiciens réalisent ces solutions fidèlement, que ce soit en Grande-Bretagne, en Allemagne, en France, en Espagne, en Italie. Et où d'autre encore dans notre Europe, si riche autrefois ?

Cette politique est tout à fait inacceptable ! Elle conduit à toujours plus de pauvreté et à un rendement toujours plus faible de nos entreprises.

C'est la raison pour laquelle certaines personnes, qui ont reconnu que ce système nous conduit dans un cul-de-sac économique et social, se tournent davantage vers des nouvelles pensées économiques et des concepts sociaux alternatifs, tel que le revenu de base inconditionnel dont les principes fondamentaux et le mode de fonctionnement sont décrits par Joseph Meyer, auteur de cette rédaction.

L'idée du revenu de base inconditionnel s'appuie sur le fait que l'économie du 3ème millénaire a atteint, grâce aux progrès techniques, des objectifs de production et de croissance avec toujours moins de main-d'œuvre. A partir du moment où les gens ne savent plus subvenir à leurs besoins par la « vente » de leur main-d'œuvre, c'est l'économie automatisée qui doit garantir les besoins existentiels de ces personnes.

Joseph Meyer ne se tient pas seulement à conseiller l'instauration d'un revenu de base, il montre également comment le financer. Il propose des voies alternatives qui ne sont pas mentionnées dans les nombreuses littératures que l'on peut actuellement trouver sur ce sujet.

Il cite par exemple le fait (insensé) que l'Europe finance la sécurité sociale par une charge croissante sur le travail (que l'on appelle charges salariales) et subventionne en même temps la consommation énergétique !

Un autre cercle vicieux, que Joseph Meyer traitera ici, concerne l'impact de notre système monétaire, et plus spécialement le mécanisme des intérêts et des intérêts composés.

Que l'argent soit devenu la mesure de toute chose, que même la « production » de l'argent par la spéculation monétaire et l'agiotage soit devenue l'occupation principale de nombreuses entreprises (au détriment de leurs occupations d'origine qui étaient de proposer

des biens et services à la population), a d'énormes répercussions, pratiquement toutes négatives, sur l'ensemble de l'économie.

Joseph Meyer détaille les mécanismes d'action et analyse les effets néfastes. Il nous est possible à tous de nous demander si ce système ne devrait pas être remis en cause et de le réformer.

Günter Sölken

2. Introduction

Albert Einstein écrivait :

« *Les problèmes à résoudre, ne peuvent être résolus avec les mêmes modes de pensées qui les ont créés.* »

Apparemment, il n'est pas difficile de penser autrement, mais bien de se détacher des anciennes pensées.

Ce fascicule, rédaction d'une présentation orale sur ce même thème, pourra peut-être contribuer un peu à découvrir la vérité, selon les avertissements de Wolfgang Goethe qui écrivit :

« *Il faut répéter la vérité, parce que les erreurs sont aussi constamment prêchées autour de nous.* »

Qui voudrait appartenir à cette minorité de personnes qui, comme l'écrit Bertrand Russel, préfèrent plutôt mourir que réfléchir, et qui le font effectivement…

3. Les problèmes mondiaux, leurs causes et leur solution en résumé

1) Le réchauffement climatique :

Ce problème atteint enfin l'attention, parce que les journaux et les médias accordent de moins en moins la parole aux sceptiques. Le danger se trouve dans la rapidité avec laquelle l'homme transforme l'atmosphère par les émissions de gaz à effet de serre. La cause de ce problème se situe clairement dans l'approvisionnement énergétique par les énergies fossiles, charbon, pétrole et gaz naturel. La solution est possible - disons qu'elle est encore possible - par une réduction de 55% de la consommation énergétique mondiale et par l'utilisation parallèle, et dans toutes ses formes, des énergies renouvelables afin de couvrir les besoins en énergies restants(1). Le prix énergétique joue ici un rôle central, comme représenté sur les pages 24 et 25.

2) L'endettement

Nous nous sommes habitués à l'endettement omni-présent et nous n'analysons même plus les raisons de cette réaction en chaîne. Pourtant la situation devient vraiment dramatique partout dans le monde ! En Allemagne, le montant de la dette publique se situait en 2006 à 1,465 billions d'euros ! Naturellement, il faut encore y ajouter la dette des entrepreneurs et des ménages. Rien que pour le paiement des intérêts aux bailleurs de fonds, le contribuable doit réunir 75 milliards d'euros par an. En Belgique, à titre de comparaison, la dette publique s'élevait le 31.8.2006 même à 80% de plus, soit à 281,7 milliards d'euros. En France, 85% des impôts sur les revenus sont nécessaires pour payer les intérêts ! Je peux aisément continuer la liste.

Où se trouve la cause de cette misère ?

La cause est, sans hésitation, notre système monétaire. Mais l'argent ne fait pas partie des cours donnés dans les facultés de sciences économiques. Pourtant, il serait grand temps, et je vais le démontrer.

3) Le chômage

Il est pratiquement certain que, suite au développement technique et à la globalisation, le travail à temps plein, dans le sens classique du terme, ne se réalisera plus dans les pays industrialisés. Nous devons donc analyser ces deux causes de la perte d'emploi et diriger nos pensées sur les trois facteurs de production que sont le travail, le capital et l'énergie.

Nous devons aussi redéfinir ce que notre société considère comme « travail générateur de dignité », car il y a assez de travail pour tous ! Afin de redonner au trésor inexploité de possibilités d'emplois sa juste valeur, nous devons nous servir du revenu de base inconditionnel et réformer sans tarder notre système monétaire.

4) Les systèmes de sécurité sociale menacés : pensions, santé, aides sociales

Le financement de la sécurité sociale est encore toujours assuré par les charges sociales des employeurs et par les impôts sur les revenus. C'est d'ailleurs une des raisons pour laquelle les industries optent pour l'automatisation et pour le transfert des industries dans des pays à bas salaires ; c'est aussi la raison de l'accroissement continu du marché du travail parallèle.

Devant cette situation, « penser autrement » signifierait le transfer de la taxation du travail vers les produits, et en particulier une taxation sur l'énergie et sur les matières premières. Le travail au noir perdrait de son attractivité, ce qui représenterait un plus pour l'État.

En outre les marchandises importées des pays à bas salaires contribueraient également au financement de notre système social.

5) La répartition inégale de la fortune

De tout temps, le fossé entre les pays riches et les pays pauvres a été important et il continue à se creuser. En 2006, plus de 200 millions de gens souffraient de la faim en Afrique ! Ici, il n'est pas question d'analyser les multiples causes de cette situation qui est essentiellement liée aux méthodes d'oppression des pays industrialisés.

Cependant, on constate de nos jours que même dans les pays industrialisés, le fossé entre les pauvres et les riches est toujours plus important. En 2006, on pouvait compter 65 millions de personnes vivant dans la pauvreté dans les pays « riches » de l'Union Européenne. En Belgique, 15% de la population vivait dans la pauvreté absolue en 2006 et, sans les différentes subventions de l'État, ce pourcentage se serait situé aux alentours de 27% ! En Allemagne, le fait d'avoir un enfant représentait en 2006 un facteur de pauvreté. L'introduction d'une prime parentale dès 2007 devrait contrecarrer cette situation.

Comme pour l'endettement, les véritables causes de la répartition inégale des fortunes sont totalement méconnues voir refoulées par les conseillers experts et par les responsables politiques. La cause se situe dans notre système monétaire d'endettement et dans le système des intérêts simples et composés, racine de tous ces malheurs !

Comme panacée pour tous les problèmes socio-économiques, les experts et les politiciens haut placés n'ont, depuis une dizaine d'années, rien d'autre en tête que de promouvoir la croissance économique selon la quantité.

4. Champ libre pour l'économie[2]

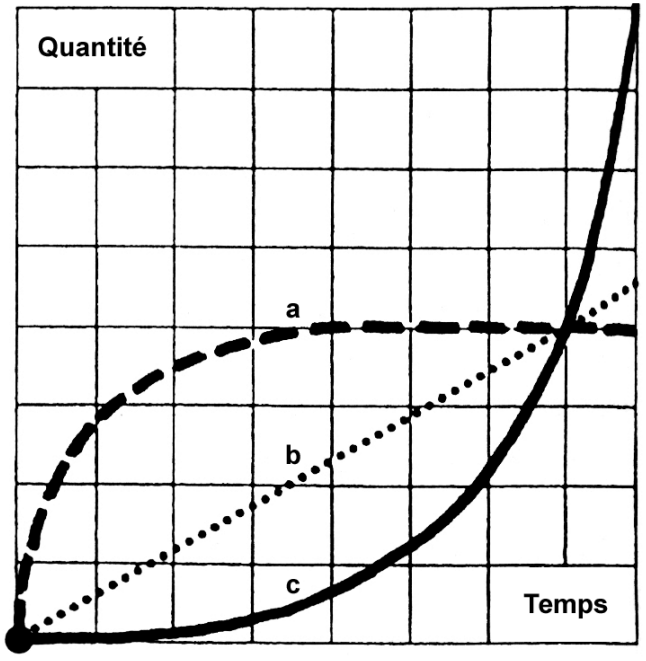
La conviction que la croissance économique garantit l'emploi à temps plein et le bien-être pour tous s'est profondément ancrée dans la mémoire des responsables politiques depuis la seconde guerre mondiale.

C'est la raison pour laquelle, depuis quelques décennies, la doctrine économique néolibérale détermine toutes les décisions des ministres de l'économie et des finances dans les pays industrialisés.

Néolibéral signifie : « *Donner aux industries les meilleures conditions, alors elles veilleront au développement et à l'emploi à temps plein.* » C'est la raison du slogan[2] :

Que les industries aient depuis longtemps déjà rompu avec ce pacte dans le marché de la globalisation, est passé aussi inaperçu que le fait que le succès du développement économique basé sur la quantité a principalement été atteint au dépens des conquêtes sociales et au dépens de l'environnement, ainsi que moyennant un gaspillage des ressources sur le plan mondial.

Un coup d'œil sur les différentes courbes de croissance[3] vaut la peine, bien que pour nous, humains, seule la courbe de croissance naturelle soit perceptible à nos sens :



La courbe a, la croissance naturelle, monte vite pour se terminer par un plateau.
La courbe b, la croissance linéaire et particulièrement la courbe c, la croissance exponentielle, qui commence lentement pour ensuite monter si vite, qu'elle doit finir un jour par un collapsus.

La nature ne connaît de croissances exponentielles que pour des cas de tumeurs malignes. A ce moment, la croissance évolue jusqu'à provoquer la mort de l'organisme vivant et de la tumeur elle-même.

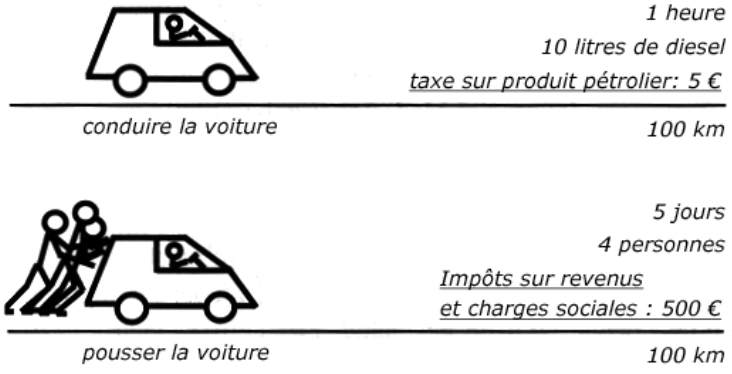
La croissance économique et l'intérêt simple et composé dans notre système monétaire suivent également une courbe exponentielle !

5. Erreurs d'évaluation en ce qui concerne l'énergie[4]

Une des raisons pour laquelle les politiciens des pays industrialisés n'arrivent pas à contrôler le chômage et les difficultés dans notre système social est qu'ils n'évaluent pas le facteur de production « énergie » conformément à sa capacité de rendement par rapport au facteur de production « travail ».

L'exemple[5] suivant, très simple, peut parfaitement le démontrer : Un concessionnaire doit livrer une automobile chez un client à 100 km du garage.

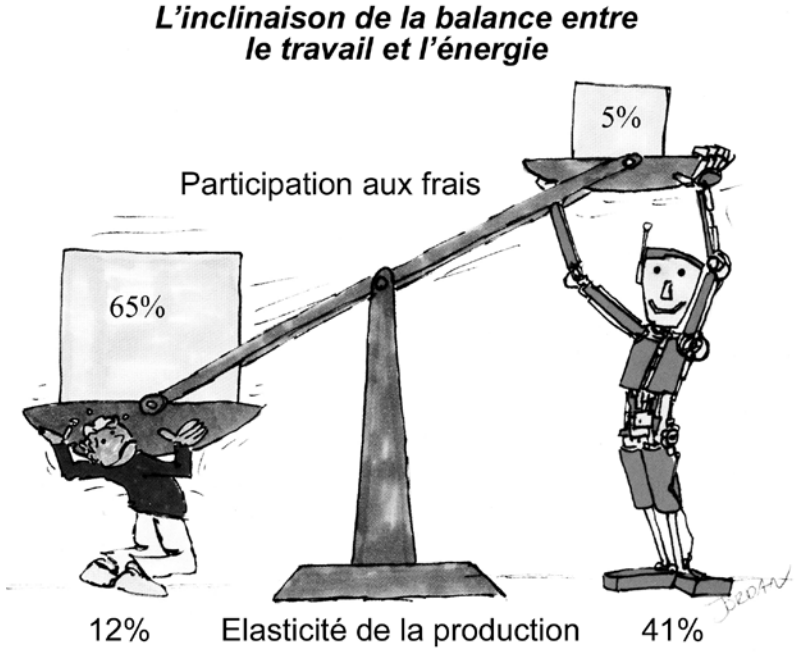
Il a deux possibilités pour effectuer cette tâche :



1. Image du haut : il met 10 litres de diesel dans le réservoir et conduit la voiture chez le client. Cela prend 1 heure et le concessionnaire aura payé 5 € en taxe sur le carburant.

2. Image du bas : il laisse pousser le véhicule par ses travailleurs. Il lui faut 3 hommes pour pousser la voiture et 1 pour prendre le volant. Cette prestation dure 5 jours et coûte au concessionnaire 500 € d'impôts sur les revenus et de charges sociales.

Le diagramme[5] suivant le montre clairement :

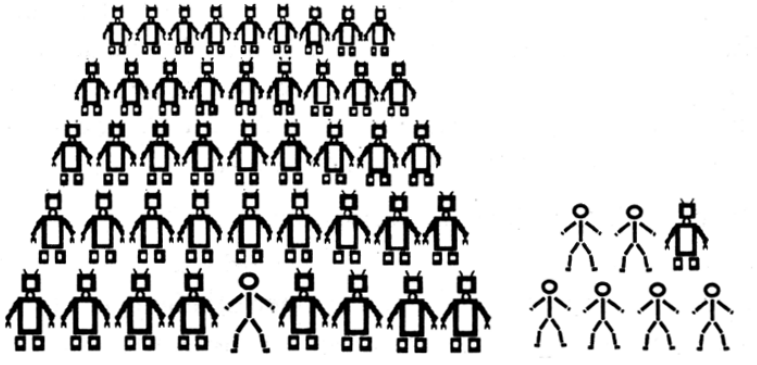


A l'Université d'Augsburg, le professeur Kümmel [6] et son équipe ont démontré que d'un côté, la capacité de rendement ainsi que l'élasticité de la production du facteur « énergie » sont 3,4x plus importants que ceux du facteur de production « travail » et que d'un autre côté, la participation aux frais du facteur « énergie » est 13x plus petite que celle du facteur de production « travail ».

Il n'est donc pas étonnant que le facteur de production « capital » se lie de plus en plus avec le facteur « énergie » et persiste toujours plus dans cette voie. Le facteur « travail » se retrouve dès lors de plus en plus mis à l'écart.

Les investissements se font dans les entreprises à haute consommation énergétique et avec une main-d'œuvre très minime. Les sociétés qui emploient beaucoup de personnel, comme les sociétés de réparations, voient leurs chances diminuer constamment. Grâce à l'énergie bon marché, les matières premières (comme le ciment, le cuivre, le métal, les matières plastiques) restent financièrement attrayantes, malgré la récente hausse des prix de celles-ci. Ainsi, l'industrie peut investir dans la production automatique de marchandises à bas prix et à usage unique tout en gaspillant les ressources. Le respect du climat et des ressources reste ainsi sur le carreau.

Ce développement est visible sur le diagramme[2] suivant :

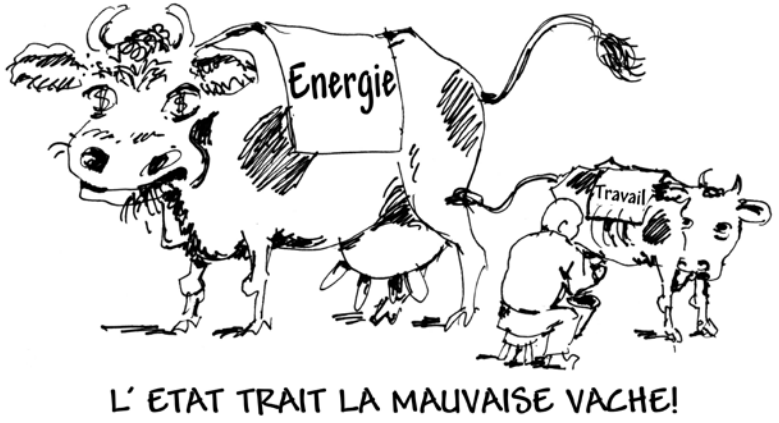


Entreprise à haute consommation énergétique et à basse main-d'œuvre

Entreprise à haute main-d'œuvre

Nous retrouvons le même processus dans l'agriculture. L'agriculture intensive se base sur l'investissement - à haute consommation énergétique - de grosses machines, d'engrais chimiques et de pesticides. L'agriculture biologique de nos ancêtres, nécessitant une forte main-d'œuvre, a été éliminée et ne représente plus qu'une très faible part du marché agricole.

Nous devons dès lors constater que l'État impose ses taxes et charges sociales au mauvais facteur de production ; il trait pour ainsi dire la mauvaise vache.

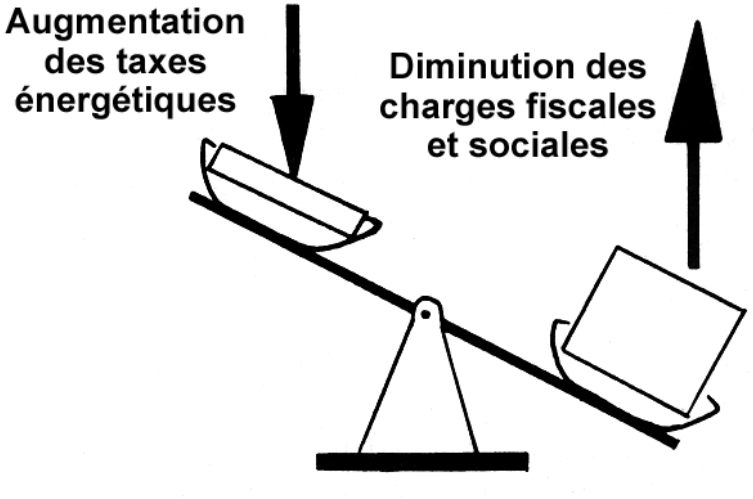


Entre-temps, le marché de l'emploi globalisé a retiré tous les moyens de pression aux syndicats. Les entreprises menacent la politique et les travailleurs. Elles rationalisent et/ou délocalisent malgré tout.

Depuis quelques années, petit à petit, les politiciens responsables se doivent de constater que les charges salariales revues à la baisse permettraient de promouvoir la création de nouveaux emplois, au moins dans le secteur commercial et artisanal, et de maintenir les emplois existants. Mais le chemin pour réaliser cette baisse nécessaire des charges sociales reste énigmatique aux experts gouvernementaux.

Pourtant, la réponse est évidente. Elle a été clairement signifiée par Jürgen Grahl[7] :

L'équilibre peut être à nouveau rétabli par une augmentation des taxes énergétiques en parallèle à la diminution des charges sociales et fiscales !



Une augmentation de la taxe énergétique n'empiète pas seulement sur le marché de l'emploi et sur le processus de production de l'économie, mais surcharge aussi les ménages ayant des frais énergétiques élevés.

L'association de promotion de l'énergie solaire[4] a trouvé ici une solution à la fois simple et géniale :

La compensation pour les ménages se fait par un « chèque énergie » personnel financé par les taxes supplémentaires prélevées sur l'électricité et les carburants d'origine fossile et nucléaire.

Voici les chiffres essentiels résumés pour l'Allemagne :

Consommation électrique annuelle : 2500 MRD kWh	Cotisations sociales payées par les entreprises : +/- 195 MRD d'€/an.
Part de l' industrie : 1660 MRD kWh	Financement par le prix de l'électricité : 195 MRD d'€ / 1660 MRD = 0,117€
Part des ménages : 840 MRD kWh.	

Pour financer les cotisations sociales par le prix de l'électricité, celui-ci devrait être augmenté de 0,117 € ou 11,7 cent/kWh.

Les recettes supplémentaires en taxes par la consommation électrique des ménages se situent à 840 milliards x 0,117 € = 98 milliards d'€.

Chaque citoyen en Allemagne pourrait bénéficier d'un « chèque énergie » de : 98 milliards / 80 millions d'habitants = 1200 €/an ou 100 €/mois

Pour une famille de 4 personnes, cela donnerait 400 €/mois ou 4.800 €/an.

Les frais supplémentaires en cas de consommation électrique de 5.000 kWh s'élèveraient à 585 €/an.

Les citoyens auraient alors intérêt, grâce à ces hautes taxes énergétiques, à bénéficier d'un « chèque énergie » ainsi calculé.

Les conséquences positives d'une augmentation progressive et prévisible du prix de l'énergie seraient les suivantes :

1. Mesures d'économies énergétiques individuelles (URE : Utilisation rationnelle de l'énergie).

   L'isolation thermique d'une maison, par exemple, pourrait contribuer à la création de nouveaux emplois et à la protection climatique. Les hommes et les entreprises ne prendront l'épargne énergétique au sérieux que si le coût de l'énergie devient nettement plus cher !

2. Paiement d'un « chèque énergie » personnel.

   De cette façon, les dépenses supplémentaires suite à la hausse du prix de l'énergie seraient plus que compensées, le pouvoir d'achat augmenterait et l'utilisation des énergies renouvelables deviendrait financièrement attrayante. D'où la création de nouveaux emplois et la protection du climat.

3. Changement de stratégie des entreprises :

   - Épargne énergétique et introduction de la co-génération.
   - Pour la production de matières premières (par ex. ciment, cuivre, matières plastiques, engrais chimiques, etc.), la consommation énergétique est importante. Etant donné que l'énergie ne coûte pas cher, les matières premières restent également bon marché. C'est la raison pour laquelle l'industrie fabrique automatiquement de plus en plus de produits bon marché et de qualité médiocre. Une énergie coûteuse et des matières premières coûteuses inciteraient à commercialiser des produits de qualité et réparables, et les ressources seraient ainsi préservées.

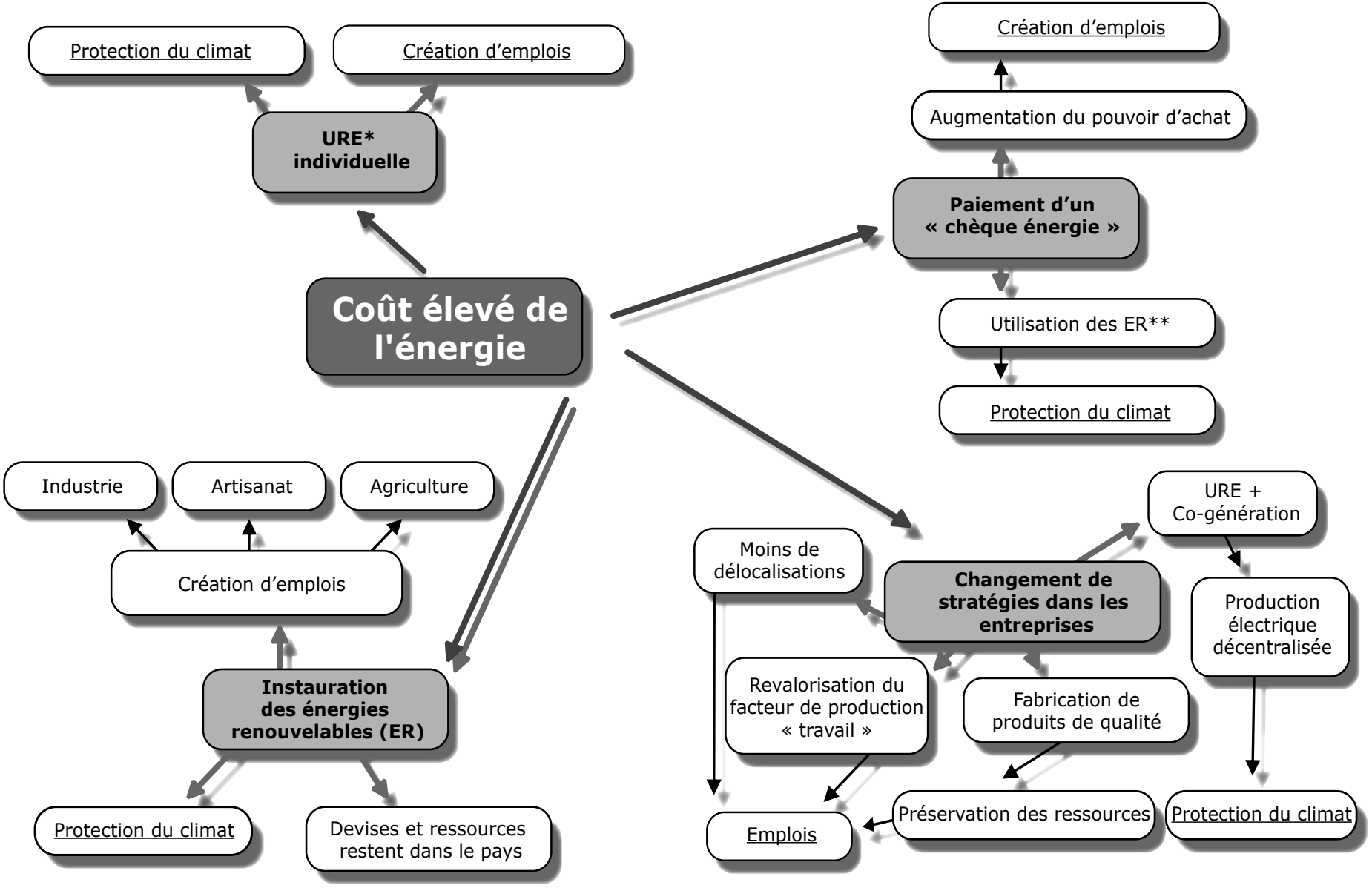
   - Par la baisse des charges salariales, les entreprises de production ne seraient plus tentées de s'expatrier.

4. Promouvoir les énergies renouvelables par un avantage fiscal pour les différentes sources d'énergies solaires.

   Là aussi, création d'emplois aussi bien dans l'industrie que dans l'artisanat et l'agriculture, protection du climat et préservation des ressources fossiles toujours plus rares.

Dans les années 90, le Danemark introduisait un système conséquent d'écotaxes et d'impôts écologiques avec pour but d'inciter les investissements dans des technologies soucieuses de l'environnement. Grâce à ces revenus, les charges sociales et fiscales ont pu être considérablement diminuées et le taux important de chômage a pu être considérablement réduit en quelques années [8].

Voici enfin un diagramme résumant l'enchevêtrement entre la hausse des prix énergétiques, l'emploi et la protection climatique, voire environnementale.



* URE: Utilisation Rationelle de l'Énergie

** ER: Énergies Renouvelables

6. Fausses estimations concernant notre système monétaire

La fabuleuse invention de la monnaie servait, à l'origine, à faciliter le commerce. Très rapidement après l'instauration des pièces de monnaies, l'argent devenait un produit commercial. En effet, ces pièces étant faites en différents métaux, leur durabilité était pratiquement illimitée et, contrairement aux marchandises « non durables » destinées à l'échange, elles pouvaient être accumulées. Les pures transactions financières furent ainsi nées. Au cours des siècles, l'intérêt simple et composé conduisit alors à toujours plus de pauvreté, à des crises économiques et à des guerres.

Ce court fascicule ne peut que suggérer une information de base dans sa globalité et les cohérences. C'est pourquoi je renvoie aux sources d'informations indiquées dans la bibliographie sur la nature de l'argent[9], ainsi qu'au petit film vidéo, plein d'humour, de Max von Bock – un plan en 10 points sur l'exploitation efficace d'une planète habitée par des êtres vivants d'intelligence moyenne – que je ne peux que conseiller vivement et qui peut être téléchargé sur la page Internet citée dans la bibliographie sous [10].

Dans le livre « Libérer l'argent de l'inflation et des taux d'intérêts », l'auteur, Margrit Kennedy, démontre bien les malentendus fondamentaux en ce qui concerne la fonction de l'argent[11].

Trois de ces malentendus devraient être retenus ici :

1. L'hypothèse que notre système monétaire sert équitablement toutes les personnes est fausse. Il est vrai que dans notre système d'argent avec intérêts, 80% des gens payent, 10% ne gagnent et ne perdent rien et 10% encaissent. En d'autres mots, 80% de la population s'éreinte pour enrichir davantage et automatiquement les 10% de fortunés. En Allemagne, 800.000 € provenant de la population active sont transférés quotidiennement aux personnes fortunées.

2. Aussi l'hypothèse que nous ne payerions des intérêts que si nous empruntons de l'argent est fausse. Il est vrai que dans le prix des produits et des services, 30 à 50% sont destinés au paiement des intérêts. Ce haut taux d'intérêt dans le prix des produits contient d'une part les intérêts débiteurs que les entreprises doivent rembourser aux banques, et d'autre part, et surtout, les lourdes charges sociales et fiscales que l'entrepreneur doit verser à l'État. L'État doit exiger de son côté des taxes si élevées parce que la plus grande partie de ces recettes fiscales seront nécessaires pour le paiement des intérêts de la dette de l'État aux banques commerciales privées. La part d'intérêt des prix de location est encore plus considérable : elle monte jusqu'à 70 à 80 %.

3. Par notre expérience personnelle de l'évolution naturelle qui croît jusqu'à une hauteur optimale pour ensuite se stabiliser, nous sous-estimons les conséquences sérieuses d'une croissance exponentielle dans les secteurs de l'économie et des finances.

Les deux exemples suivants sont bien connus :

Premier exemple : Le Pfennig de Joseph[12] : Si Joseph avait placé 1 Pfennig (ou 0,5 cent) avec un taux d'intérêt simple et composé de 5% jusqu'en l'an 1990, il aurait récolté de ce Pfennig, grâce aux taux d'intérêts, 134 milliards de boules d'or, chacune représentant le poids total de notre planète. Une pure addition des intérêts annuels de 0,025 cent aurait tout juste rapporté 49,75 cents (ou moins d'un demi €) en 1990 années !

Deuxième exemple : Si l'on place une somme de 100.000 € à un taux d'intérêt de 7% pour une durée de 100 ans, on obtient 700.000 € d'intérêts. Quant à l'intérêt composé, il s'élève à la somme faramineuse de 86.771.663 € !

À coté de cette « erreur structurelle » implantée dans le système monétaire - à savoir que l'argent peut être thésaurisé, voire amassé, et permet ainsi d'imposer les intérêts - un deuxième problème sérieux a fait surface depuis la fondation de l'Alliance Bancaire Internationale à Paris en 1913 : Ce ne sont pas les États, mais les banques commerciales privées qui possèdent la souveraineté monétaire ! Notre système monétaire est en réalité un « système d'endettement monétaire » manipulé par les banques commerciales privées pour leur propre avantage [13].

Pour comprendre cela, il faut se demander comment l'argent abouti dans le circuit économique.

A côté de la masse monétaire restreinte - moins d'1% - sous forme de pièces de monnaie frappées par les banques nationales des États membres, on constate que tout le nouvel argent provient pratiquement « hors de rien » grâce à l'octroi de crédits par les banques commerciales privées [13]. Les banques encaissent ainsi des milliards en intérêts qui appartiennent en fait à la population. Mais les banques commerciales privées

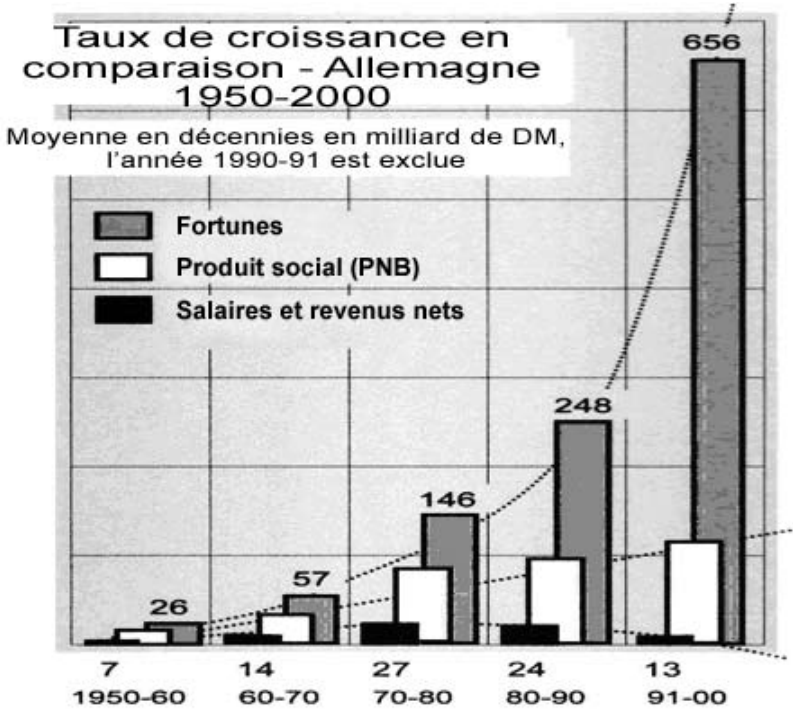
gardent ces intérêts pour eux. En conséquence, l'effet de l'intérêt composé exponentiel et dévastateur se démontre très facilement en peu d'étapes :

1. L'accroissement économique exige constamment une nouvelle quantité d'argent, pour que les marchandises supplémentaires puissent être produites et consommées.
2. Cet argent supplémentaire abouti dans le circuit économique par des crédits.
3. Ces crédits, octroyés par les banques commerciales privées, doivent être parfaitement acquittés et l'argent emprunté doit être remboursé dans sa totalité.
4. En plus, les intérêts exigés par les banques doivent être remboursés. Pour cela un crédit supplémentaire – contre intérêts – devient nécessaire.
5. Les banques commerciales privées encaissent ainsi des intérêts sur les intérêts, soit des intérêts composés.
6. Un développement économique constant est nécessaire rien que pour permettre l'acquittement des intérêts simples et composés.
7. La spirale de transfert du pauvre vers le riche est activée et l'effondrement est préprogrammé.

Quelques chiffres démontrant la dette publique en Allemagne, en Belgique et en France ont déjà été annoncés. A cause d'un système monétaire défectueux, on peut valablement conclure que dans le circuit économique, 75% du flux monétaire et donc du pouvoir d'achat se perd dans les intérêts et les impôts.

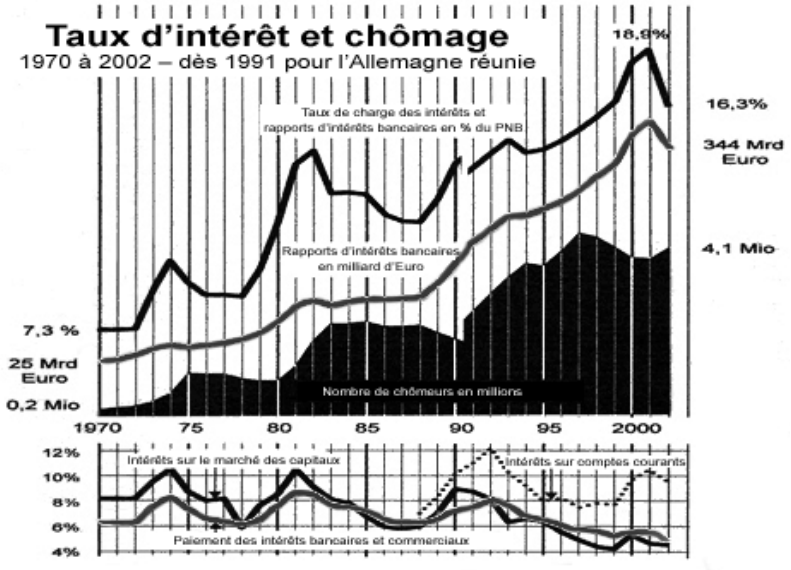
Cela signifie pratiquement qu'avec un système monétaire idéal, 80 à 90% de la population n'aurait que besoin de fournir 1/3 à 1/4 de sa prestation actuelle pour le même bien-être !

Le diagramme du livre « Le syndrome de l'argent – chemin vers une économie de marché exempte de crise » (2001) [3] de Helmut Creutz, illustre d'une part la courbe naturelle des salaires nets et appointements de 1950 à 2000 et simultanément la croissance linéaire du produit national brut, ainsi que la croissance exponentielle des fortunes.



En toute sobriété, on peut dire que, puisque l'argent glisse automatiquement dans l'accroissement de la fortune, il n'est plus disponible pour le paiement d'une augmentation des revenus et salaires ou pour la création de nouveaux emplois.

Le deuxième diagramme montre bien l'évolution parallèle de 1970 à 2002 des courbes du taux de chômage, des rapports d'intérêts bancaires et des taux de charge des intérêts.



Un tiers des frais d'intérêts que le pouvoir public doit réunir en Allemagne, suffirait à payer les salaires bruts de 4 millions de personnes !

Pour les conseillers des responsables politiques, le système monétaire n'est pas un thème à améliorer ou même à analyser. Et ainsi s'explique qu'aussi bien les experts que les politiciens, désespérés, fuient avec panique devant le « train de la hausse frénétique de la dette » avec toujours le même mode de pensée, comme illustré ci-après[14] : Il ne leur vient même pas à l'idée de quitter les voies et ainsi d'analyser leur « rail de pensée » !

Complémentairement aux deux nouveaux « rails de pensée » cités précédemment, à savoir la correction des estimations du facteur de production « énergie » ainsi que la correction des erreurs dans le système monétaire, s'ajoute un troisième « rail de pensée » : l'application d'un **revenu de base inconditionnel (RBI)** à tous les citoyens.

7. Le revenu de base inconditionnel (RBI)

A. Historique

L'idée du revenu de base n'est absolument pas nouvelle. Des premières réflexions quant à un salaire minimum retournent à Thomas Morus et son ami Juan Luis Vives au 16ème siècle. Au 18ème siècle, Antoine Caritat, Marquis de Condorcet et Thomas Paine ont tenté de combattre la misère de la grande majorité de la population avec des modèles sociaux. Charles Fourier dans « La fausse industrie » (1836) reconnaissait en chaque être humain le droit au logement et à la nourriture, étant donné que le droit primaire de chasse, de pêche, de cueillette et d'utilisation de pâturages avait été diminué, voire retiré par la société. Un vrai revenu de base a été proposé par le belge, Joseph Charlier (1816-1896) qui reconnaissait en 1848 le droit à un revenu garantissant l'existence en raison du droit territorial de chaque individu dès sa naissance. John Stuart Mill (1849) proposa un revenu d'existence indépendant du travail.

En 1986, trois jeunes chercheurs de l'université de Louvain, Paul-Marie Boulanger, Philippe Defeyt et Philippe Van Parijs, organisent une journée thématique sur le revenu de base. Depuis, différentes initiatives européennes se sont unies pour une allocation universelle : le B.I.E.N. (Basic Income European Network, devenu entre-temps Basic Income Earth Network).

Vous trouverez d'autres informations sur cet arrière-plan historique dans la bibliographie sous (15) « RBI – Arrière-plan historique ».

B. Avantages d'un revenu de base inconditionnel[16]

1. Le RBI et l'emploi

Aussi bien les sociétés privées que les pouvoirs publics en tant qu'employeurs, profitent d'une augmentation du pouvoir d'achat de la population.

L'augmentation du pouvoir d'achat encourage et stabilise la conjoncture intérieure. Il n'est donc pas étonnant que des entreprises fructueuses s'engagent pour l'instauration d'un RBI, comme l'entrepreneur flamand, Roland Duchâtelet[17, 18] qui, dans les années 90, créa le parti VIVANT[19], et, depuis quelques années, Götz Werner[20], détenteur d'une chaîne de drogueries en Allemagne. Tous deux encouragent l'instauration du RBI simultanément avec la diminution des charges salariales. Cela représenterait pour le secteur public, en tant qu'employeur, la possibilité d'engager du personnel moins cher. L'État aurait en conséquence la possibilité de faire face au manque croissant de personnel dans les domaines de l'économie sociale, mais aussi de l'enseignement, de la recherche et de la justice.

Le RBI redonnerait aux travailleurs la liberté de décision souveraine. Cette liberté leur est retirée par l'obligation d'assurer le droit minimum d'existence. Les conséquences ne seraient pas la paresse, comme étalé par certaines critiques, mais une volonté accrue de prestations. Les travailleurs ne seraient plus extorqués comme ils le sont aujourd'hui, mais auraient la possibilité de choisir le travail qui leur conviendrait au mieux. La décision de devenir indépendant ne représenterait plus pour les jeunes gens un saut dans le vide. Les employeurs renforceraient un climat de travail optimal afin de garder les bons éléments. Les travaux qui aujourd'hui ne sont plus qu'exécutés par une minorité (comme par ex. des travaux physiquement éprouvants, travaux désagréables, travail en équipes,

équipes de nuit, travaux de W-E etc.), seraient mieux rémunérés.

2. Le RBI et la société

Il est étonnant que dans le débat politique actuel autour du RBI en Allemagne, le parti socio démocrate (SPD) et les syndicats ne veulent rien savoir de ce modèle qui solutionnerait pourtant la situation sociale déplorable. Craignent-ils une perte d'influence sur les petits revenus ? Même les partis socio chrétiens CDU et CSU s'y font difficilement. Toutefois, depuis l'automne 2006, le ministre-président de Thüringen, Dieter Althaus (CDU) encourage le RBI : il parle d'un modèle d'avenir des sociétés pluralistes[21].

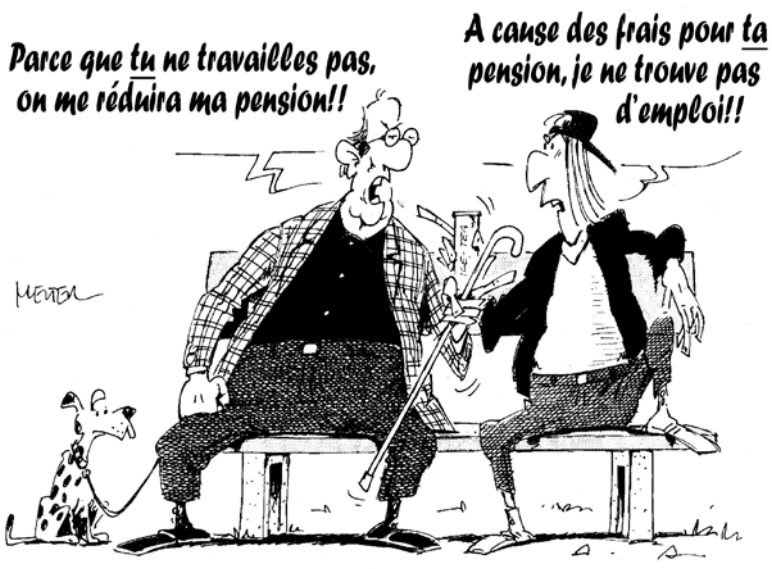
Jean-François Kahn, auteur du livre « Les bullocrates » décrivait lors d'un étonnant débat télévisé de la chaîne « Arte » le 28 octobre 2006, l'existence de 3 nouvelles catégories sociales :

1. L'armée des chômeurs de longue durée, la pauvre couche ou la soi-disante couche sans formation
2. Les petits employés, déjà appauvris en tant que groupe
3. La classe moyenne inférieure.

La classe moyenne inférieure représente en Belgique 60% de la population. Elle porte la charge principale des impôts et des charges sociales parce que les deux premières couches ne contribuent pas ou très peu, et parce que la classe supérieure - les soi-disant élites - trouve toujours un moyen de contourner le paiement. Les pharmaciens, les commerçants, les ingénieurs, les bouchers, les instituteurs, les cadres etc. appartiennent entre-temps à la classe moyenne inférieure. Beaucoup d'entre eux ne sont plus aussi riches qu'ils ne l'étaient et se sentent plus ou moins trahis par la politique.
Le niveau de vie n'est plus assuré si les prix augmentent sans augmentation salariale. Une société en difficulté

menace les places de travail des cadres. Cette classe moyenne inférieure pourrait donc à l'avenir soutenir des partis extrémistes à obtenir le pouvoir en Europe.

Les problèmes précités, le chômage, la pauvreté croissante et les soucis pour le financement de la sécurité sociale conduisent la majorité de notre société dans une crainte d'avenir. Le danger de rupture du contrat des générations est présent. La caricature de Gerhard Mester[22] le montre très bien :



Un revenu d'existence garanti, inconditionnel, pour tous serait un puissant élément de confiance de tous pour tous ! Tout d'abord, cela représenterait un plus pour l'éducation des enfants et permettrait d'avantage aux jeunes gens de fonder une famille. Il contribuerait à une richesse d'idées et de découvertes, lancerait l'enthousiasme pour les engagements honorifiques, politiques et artistiques. Le vandalisme et la petite criminalité se verront diminués dès que les actions écologiques, le respect pour tous les hommes et pour l'environnement seront devenus évidents.

C. Nécessité d'un revenu de base inconditionnel

1. Nécessité économique

L'ingénieur écossais, Clifford Hugh Douglas, inventeur du « crédit social », a informé sur ce sujet, conformément au « théorème du A + B ».

Il faut considérer que dans les prix des produits et services, sont compris :

A. les salaires et revenus des ouvriers et employés ainsi que

B. tous les autres frais du producteur, voire de l'entreprise de service (matières premières, frais d'exploitation, amortissement des appareils, taxes, charges sociales, frais d'intérêts, gains de l'entreprise etc.).

Si le prix des produits et des services est donc formé par A+B, on reconnaît que du point de vue de l'économie globale, les salaires et revenus ne suffisent pas pour que tous les produits et services puissent être consommés.

Si tous les produits et services ne peuvent être consommés, alors il adviendra un manque chronique d'argent dans le circuit économique.

Pour éviter cela, il faudrait ajouter quelque chose aux salaires et revenus : le revenu de base inconditionnel et individuel.

On pourrait le résumer comme suit :
Le RBI est effectivement une nécessité économique et doit être octroyé complémentairement au salaire et au revenu de chaque citoyenne et de chaque citoyen.

2. Nécessité morale

La question suivante se pose : Est-ce que le temps est mûr assez pour un RBI ?

L'auteur de la préface, Günter Sölken, porte-parole du « réseau sur le revenu de base » en Allemagne, est d'avis que des débats à grande échelle sociale considérants les suites psychologiques d'une telle mesure, seraient nécessaires. Le Professeur Werner Götz parle également d'un **changement de paradigme**. En effet - et nous nous y sommes accoutumés - la dignité de l'homme n'est définie que par son travail. Même l'éducation des enfants par la maman ou le papa n'est plus considérée comme un travail « digne », mais il l'est à partir du moment où un personnel s'en occupe (gardiennes d'enfants à domicile, gardiennes de crèche). Etant donné que ce personnel est rémunéré, il a un statut reconnu dans la société que les mamans et les papas n'ont pas !

Si « ne pas travailler » et « détente » sont assimilés à la paresse, alors un changement de mentalité considérable est encore nécessaire. Celui qui offre sa confiance aux hommes, cultivera la confiance des hommes. Le RBI offre les meilleures chances pour maintenir la solidarité nécessaire entre tous les hommes et ce aussi dans l'avenir. Alors, la méfiance mutuelle dans notre société et la frustration par rapport à la politique pourront être surmontés.

D. Financement du RBI

La question cruciale ! La plupart des groupes de travail qui, pour l'instant, se consacrent au RBI, recommandent un financement par une TVA ou par différentes taxes sur la consommation. Le fondateur du parti VIVANT en Belgique, Roland Duchâtelet, a prévu différents taux de taxes sur la consommation, selon les produits et les services, pour le financement du RBI[19]. L'entrepreneur allemand, Götz Werner recommande une augmentation générale de la TVA à 100%. La proposition de l'Association de promotion de l'énergie solaire[4] d'octroyer un « chèque énergie » individuel après avoir augmenté la taxe sur l'énergie est recommandable, même indépendamment du financement d'un RBI, car un coût élevé du prix énergétique aurait des répercussions favorables sur le marché du travail, sur la consommation énergétique et sur la protection climatique.

Celui qui comprend que le RBI est une nécessité économique, reconnaîtra facilement que ce revenu de base ne peut pas être financé principalement par une augmentation de la TVA. Cela impliquerait alors une diminution de revenu et la consommation serait rendue plus difficile ou même impossible. Le RBI doit être attribué à chaque individu complémentairement, sans autres charges.

Comment peut-on alors financer le RBI, si ce n'est par une taxe sur la consommation ?
La réponse est simple :

Il ne doit absolument pas être financé !

Le revenu de base inconditionnel réel doit simplement être octroyé par l'État à chaque citoyenne et à chaque citoyen. Cela suppose que l'État reprend la souveraineté monétaire aux banques commerciales privées.

Afin que l'État puisse jouer son rôle de souverain monétaire, le professeur Ekhart Grimmel[23] propose la création d'un « bureau national de la monnaie » qui serait totalement indépendant du gouvernement et contrôlé uniquement par le parlement. Ce ministère calculerait le montant exact du RBI et le distribuerait à chaque citoyenne et à chaque citoyen. Un montant correct de RBI et de taxes éviterait aussi bien l'inflation que la déflation.

E. Le RBI et le système monétaire

1. Le système monétaire d'endettement actuel

Un jour, Henry Ford a dit avec beaucoup de bon sens : « *Il est bon que les gens ne comprennent pas leur système monétaire, autrement nous aurions, pas plus tard que demain matin, une révolution.* »

L'économie doit croître sans cesse pour pouvoir payer les intérêts constamment renouvelés de la dette, même si cela va contre les intérêts des hommes et de la nature - un cercle vicieux de croissance obligatoire.

Sans argent supplémentaire, l'économie ne peut plus produire. Dans notre système d'argent à crédit, nous entrons alors dans un cercle vicieux d'endettement.

A cause des taux d'intérêts des marchandises et services, et à cause du prélèvement d'impôts par l'État pour l'acquittement de ses dettes, la pauvreté se développe et le fossé entre pauvre et riche s'agrandit pour aboutir automatiquement dans ce cercle vicieux.

Ce n'est pas sans raison que les églises chrétiennes avaient proscrit l'intérêt durant tous ces siècles. Par conséquent, il est tout à fait justifié de se poser aujourd'hui la question, pourquoi l'église ne se prononce plus, justement maintenant, sur ce thème !

On pourrait même aller jusqu'à soupçonner également et particulièrement l'église catholique de chercher profit avec des transactions financières globales conséquentes ! Est-ce que l'église, elle aussi, préfèrerait plus d'argent que l'argent social ? Comme le dit Erwin Scherer :

« *En chacun se cache un milliardaire avare… le rapport en intérêt sur le compte épargne est comme la Manne du Ciel, personne ne veut refuser un tel don divin,…* ». Même pas l'église catholique ?

Pour les gens, le rapport en intérêt sur le compte d'épargne est naturellement plus réel et plus tangible que les promesses de diminution de prix par un boycott des intérêts. Mais les églises chrétiennes possèdent un savoir qu'elles ont pu rassembler au cours des siècles passés ! Elles savent combien la misère, les crises économiques et les guerres sont le fruit du mécanisme des intérêts simples et composés, et cela jusqu'à ce jour ! Les églises chrétiennes peuvent dès lors jouer un rôle-clé pour venir à bout des inconvénients de ce système monétaire !

2. Le nouveau système monétaire

Ce nouveau système doit permettre, comme nous l'avons vu, le paiement du revenu de base inconditionnel.

Quelles qualités doit-il remplir ?
Je renvoie aux textes et titre du livre repris dans la bibliographie sous le nom « Le système monétaire »[9] pour une étude complémentaire du sujet.

Pour résumer, le « nouveau système monétaire » devrait remplir les conditions suivantes :

- Il doit être contrôlé démocratiquement. « La souveraineté monétaire » doit appartenir à l'État et toute création d'argent des banques commerciales privées, par des octrois de crédits hors d'un rien, doit être strictement défendue. La création d'argent doit être un droit exclusif de l'État.

- Il doit être exempt d'intérêt. Seuls les frais d'administration peuvent être imposés par les banques. Ainsi, l'effet destructeur des intérêts composés est supprimé.

- Il doit garantir sa « circulation ». Cette garantie de circulation qui permet de ne pas bloquer et amasser l'argent peut être obtenue par des « frais d'utilisation » : des frais d'utilisation élevés pour l'argent liquide et les dépôts à court terme, aucun frais d'utilisation (et également aucun intérêt !) pour les dépôts à long terme.

- Parallèlement, l'État doit empêcher la fuite de l'argent dans les biens immobiliers et territoriaux par des taxes adéquates.

Le « public-private-partnership », pratiqué de plus en plus et qui fait l'éloge chez de nombreux politiciens, montre que notre société se trouve déjà devant un gouffre financier !

Le pouvoir public, l'État fédéral, les pays, les régions et les communes se voient obligés, par manque d'argent, de vendre aux consortiums bancaires privés leurs immeubles (par ex. bâtiments administratifs et scolaires) afin de remettre au plus vite le budget en équilibre. Ces bâtiments devront ensuite être loués au prix du marché, ce qui représente pour les banques une opération fantastique et pour l'État une déclaration de faillite !

Différents auteurs ont présenté récemment des modèles de réformes monétaires réalisables.

Joseph Huber, dans sa publication de 2004 « La réforme monétaire – le rétablissement de la souveraineté étatique par l'argent réel[24] », recommande l'arrêt de la création monétaire par les banques commerciales privées et le contrôle des finances par une instance étatique totalement indépendante (par ex. la Banque Centrale Européenne).

Pour cette fonction centrale, Eckart Grimmel[23] prévoit un bureau national monétaire indépendant du gouvernement. Cette instance verse au Ministère des Finances l'argent nécessaire, sans intérêts et sans amortissement, pour les besoins généraux des pouvoirs publics.

Les activités commerciales des banques privées resteraient possible, selon Huber, qu'avec l'argent épargné, donc avec l'argent réel.

3. Monnaies complémentaires

D'un point de vue réaliste, on peut supposer que le petit et très puissant groupe des riches qui profite du système actuel, n'approuvera pas facilement des modifications sérieuses de notre système monétaire. Bien au contraire !

C'est la raison pour laquelle les initiatives de monnaies régionales dans beaucoup de pays dans le monde – et aussi en Allemagne[25] – sont appréciées : De ces initiatives résulte une prise de conscience auprès de la population en ce qui concerne les conséquences de notre système monétaire. Dans le livre « Monnaies régionales – Nouveaux chemins pour un bien-être durable », Margrit Kennedy et Bernard A. Lietaer[26] argumentent avec beaucoup de convictions les monnaies complémentaires.

Voici en résumé quelques caractéristiques et conséquences de monnaies régionales complémentaires :

- Elles ne sont pas des alternatives, mais un complément de notre système monétaire actuel. Elles ne remplacent donc pas l'Euro, mais le stabilisent !
- Elles fondent les besoins socioculturels et écologiques.
- Elles proposent de nouvelles liquidités financières là où la monnaie officielle devient rare et coûteuse.
- Elles créent de nouveaux emplois.
- Elles améliorent la solidarité sociale.
- Elles sont en fait un bénéfice pour tous !

Toutefois, parallèlement au développement des monnaies régionales, la volonté politique pour une réforme monétaire devrait se trouver en avant-plan ! Les électrices et les électeurs devraient être conscients que les intérêts sur le capital sont la cause d'une augmentation de 30 à 40% du coût de la vie. Par l'abolition de cette tare que sont les intérêts composés, une grande augmentation du pouvoir d'achat pourrait atteindre 90% de la population.

Et que se passe-t-il avec les 10% qui représentent les profiteurs ? Y aurait-il aussi des avantages pour les fortunes ?

Après la réforme monétaire, les fortunés ne pourraient bien entendu plus retirer profit de la croissance exponentielle de leurs placements. Mais ils auraient, contrairement à notre situation actuelle, la certitude que leur fortune gardera, au-delà de décennies, une stabilité totale. Beaucoup de riches pourraient être fortement touchés par un effondrement économique et financier mondial. Selon les dires des experts, un tel effondrement est, avec notre système monétaire actuel, inévitable !

Finalement, comme autre argument, ce n'est pas assis sur la dernière branche fleurie d'un arbre déjà mort qu'une personne fortunée pourra encore profiter d'une réelle qualité de vie. Sans parler du danger de criminalité et de vandalisme croissants dans une société toujours plus pauvre et plus frustrée.

8. Le référendum : une nécessité politique ?

Les 2 causes principales des problèmes fondamentaux de notre société nous sont désormais connues : il s'agit d'une part d'une mauvaise utilisation de l'énergie et d'autre part, des conséquences de notre système monétaire antisocial.

Une volonté politique est dès lors nécessaire pour permettre la solution tout à fait réalisable des problèmes.

Nous devons cependant constater que beaucoup de nos dirigeants provenant du secteur économique s'engagent dans une carrière politique avant de retourner à nouveau dans le secteur économique. Parallèlement à leur mandat, beaucoup de dirigeants politiques sont membres de conseils d'administrations de grands groupements économiques.

Jean Grossholtz le formule ainsi : « *Une chose importante que tout le monde devrait comprendre – cela se passe aux États-Unis et dans le monde entier : le gouvernement lui-même est privatisé !* ».

Jean-François Kahn, cité précédemment, décrit la classe supérieure – les élites – dans laquelle il compte les dirigeants politiques, comme un groupe isolé vivant dans son cocon et ne prenant plus aucune considération des classes inférieures. En vue de maintenir le plein pouvoir, des coalitions entre pratiquement tous les partis sont rendues possibles, permettant ainsi de garder toujours les mêmes personnes au pouvoir.

Le 28 octobre 2006, Gerd Zeimers, rédacteur du quotidien belge « Grenz-Echo », a écrit un éditorial remarquable sur les effets du pouvoir malsain des

chefs de parti politique en Wallonie : « *A la recherche de raisons (…) on se heurte inévitablement sur cet ulcère cancéreux empêchant une guérison économique et sociale de la Wallonie : la « particratie », le pouvoir absolu des partis.* »

Dans son article « Profit as the Root of All Evil – The Devil is in the Details » (2006), W.-Robert Needham exige de défendre toute privatisation. Pour lui, il n'y a pas de marché libre mais seulement un marché concurrentiel en quête de dominance et une trahison de la responsabilité sociale par les puissances. Le bien connu économiste américain, Joseph Stiglitz lui-même, exige une réglementation stricte de la globalisation ainsi qu'une démocratisation réelle des puissantes institutions, comme le Fond Monétaire International qui ne sert aujourd'hui que les États-Unis d'Amérique. Cette réglementation comprendrait pour lui un commerce mondial équitable, la diminution de la dette des pays en voie de développement et une restriction du pouvoir des sociétés multinationales.

On peut probablement admettre que la plupart des politiciens ne connaissent pas les rapports entre les différentes raisons des évolutions négatives. Mais certains d'entre eux sont responsables devant l'humanité, selon une phrase de Bertholt Brecht :

« *Celui qui ne connaît pas la vérité n'est qu'un sot. Mais celui qui sait la vérité et qui la prétend mensongère, est un criminel !* ».

Nous ne pouvons attendre, en tant que propre initiative, que la classe politique dirigeante prenne les décisions politiques indispensables. Mais il est possible que la pression faite par la société civile, dont le savoir ne fait qu'augmenter, devienne si forte, que les partis politiques doivent craindre pour les voix de leurs électeurs. Cela les remettrait très rapidement dans la bonne direction.

La pression d'une décision citoyenne possible - le référendum avec force de loi - mènerait certainement plus rapidement au but. Les politiciens engagés dans des idées à long terme et « dans la bonne cause » se trouveraient renforcés par rapport à leurs collègues politiques qui servent le pouvoir économique et financier, et par rapport aux médias. C'est alors que les décisions, qui semblent actuellement totalement impensables pour les partis politiques et les institutions y attachées, peuvent être atteintes.

Un revirement de pensée rapide et le renforcement de politiciens agissant pour l'intérêt général est aussi nécessaire pour solutionner le problème le plus urgent de notre société : le changement climatique. Ce thème essentiel a été abordé indirectement à différentes reprises dans les chapitres précédents.

Dès lors une rédaction séparée sur le changement climatique n'a pas été prévue : Après des entretiens avec de jeunes familles, j'ai appris pour la première fois toute l'inquiétude, oui, toute la crainte qu'un changement climatique peut provoquer chez ces jeunes gens.

C'est la raison pour laquelle le prochain chapitre portera quelques remarques supplémentaires encourageantes.

9. Beaucoup de positif sur la protection climatique par une politique sans émission de CO_2 et sans énergie atomique !

Entre-temps, les avis se sont largement rassemblés pour affirmer que le changement climatique est devenu une réalité. Les experts sont unanimes sur le fait que ce changement climatique est provoqué principalement – à 80% – par la combustion du charbon, du pétrole et du gaz naturel.

Le problème, et c'est une première constatation positive, est ainsi clairement défini - d'ailleurs même de plus en plus dans les milieux politiques. Voir à ce sujet le film d'Al Gore « Une vérité qui dérange » et le livre de Tim Flammery « Nous, les faiseurs de temps ». En outre, il est parfaitement clair que seule une politique à « émission zéro » de gaz à effet de serre puisse maintenir le réchauffement climatique dans les limites supportables[27].

On peut ainsi conclure comme suit :
Si les dispositions nécessaires sont prises dès maintenant, alors la génération actuelle des 20 à 40 ans n'aura pas à craindre un réchauffement climatique hors contrôle.

En quoi consistent donc ces dispositions ?

Il faudrait d'abord répondre aux questions suivantes : Par quoi pourrait-on remplacer le charbon, le pétrole et le gaz naturel ? Comment pourrait-on, en d'autres termes, concilier une émission zéro des gaz à effet de serre avec l'alimentation nécessaire et suffisante en énergie ?

En réponse à ces questions, deux stratégies possibles sont actuellement prises en considération dans les médias et par l'opinion publique :

1. Protection climatique par une utilisation rationnelle de l'énergie (URE) et par le développement aussi bien de l'énergie atomique que des énergies renouvelables (ER), et
2. Protection climatique par l'URE et par le développement et l'emploi des énergies renouvelables SANS réactivation de l'énergie atomique.

Il n'y a aucun doute que les exploitants des centrales nucléaires, qui sont également des exploitants de centrales électriques conventionnelles à base de charbon, pétrole et gaz naturel, sont intensivement pour une stratégie de maintien de l'énergie nucléaire. C'est pourquoi - et cela se pratique déjà maintenant avec les fonds publics - les centrales nucléaires existantes bénéficient aujourd'hui d'un nouveau délai. Même la construction de nouvelles centrales nucléaires est exigée. En outre, la recherche dans les technologies de fusion nucléaire est massivement promue.

On reconnaît facilement la puissance des lobbys des exploitants des centrales nucléaires. En effet, avec peu de phrases on peut prouver l'incompétence de la stratégie de l'énergie atomique pour la protection climatique, et malgré tout, les politiciens haut placés des pays industrialisés tiennent au nucléaire.

Cet attachement à l'énergie atomique ne protège pas le climat, mais conduit bien au contraire à un prochain réchauffement climatique massif. Pourquoi ?

La réponse est simple :
Le climat est international ; le réchauffement s'effectue de façon globale. L'emploi d'énergie nucléaire n'est jamais possible que dans les quelques pays riches. Les autres pays doivent compenser leurs besoins

énergétiques avec le charbon, le pétrole et le gaz naturel, ce qui renforce le changement climatique. A moins que les pays industrialisés ne développent, en servant de modèle, leur distribution énergétique selon la 2ème stratégie :

URE et couverture à 100% des besoins en énergie grâce aux énergies renouvelables.

Des études scientifiques bien fondées prouvent que cette 2ème stratégie est réalisable et effective[1,30,31]. Cela représente aussi une reconnaissance positive et encourageante !

Cette stratégie couvre 3 éléments :

1. l'économie énergétique et une augmentation de l'efficacité énergétique,
2. l'emploi des ER dans toutes ses formes,
3. le développement de la co-génération

L'économie énergétique conventionnelle mène depuis des décennies une désinformation publique irresponsable en calomniant le potentiel des ER. La politique est fortement influencée en ce sens par ces groupements de sociétés.

Voici quelques chiffres du potentiel des ER :

A niveau mondial, environ 20% de l'énergie utilisée provient des ER et seulement 3,3% sont couvertes par les centrales nucléaires. En 5 années, grâce à une législation favorable, la part des ER pour la production électrique en Allemagne a pu être doublée à 13%! Le potentiel théorique mondial des ER représente environ 50.000 fois le besoin mondial en électricité et le potentiel technique des ER représente tout de même encore le vingtuple du besoin mondial en électricité !

Finalement, on se pose la question suivante :
Combien de temps nous reste-t-il encore ?

Cette question a déjà trouvé sa réponse. Etant donné que le changement climatique est devenu à présent une réalité et s'intensifie avec chaque autre émission de gaz à effet de serre, il n'y a qu'une seule réponse possible : il ne reste plus de temps !

Chaque État, chaque pays, chaque commune et chaque citoyen se trouve devant sa propre responsabilité d'émission zéro de gaz à effet de serre.

L'utilisation décentralisée des énergies solaires (vent, eau, biomasse, rayons solaires) propose en plus – contrairement à la distribution énergétique conventionnelle centralisée – une rare chance captivante et positive de formations de réseaux et de coopérations locaux et régionaux[28]. Grâce à la loi spéciale sur les énergies renouvelables en Allemagne (EEG), beaucoup d'initiatives pour la production d'énergie éolienne et la production d'énergie et de chaleur par des centrales de biogaz ont vu le jour endéans quelques années. L'agriculture profite également en produisant et en commercialisant des carburants biologiques et des matières premières pour les procédés chimiques. L'industrie, le travail manuel et la recherche trouvent un vaste champ d'application dans les domaines de l'utilisation de l'énergie solaire et toutes les formes d'ER, d'économies d'énergie, d'augmentation de l'efficacité et dans le vaste champ de stockage d'énergie.

Grâce à l'énergie renouvelable solaire s'ouvrent – parallèlement à la défense des chances de survie – de nouvelles possibilités pour une économie respectueuse des ressources ainsi que pour une solidarité renforcée, un plus grand bien-être et une meilleure qualité de vie dans la société.

De là le principe directeur : « Prospérité générale et protection climatique, au lieu de gaz à effet de serre et énergie nucléaire »

10. En résumé

Les problèmes non résolus de notre société exigent l'établissement de nouvelles pensées. Malgré le développement constant des performances dans le secteur économique et face aux agissements des cartels économiques mondiaux, le taux important de chômage, la croissance de la pauvreté et de l'endettement des pouvoirs publics réclament une nouvelle vision des facteurs de production « travail et capital ».

Ils exigent une prise en considération équilibrée du plus puissant facteur de production, à savoir le facteur de production « énergie ». Une augmentation progressive et prévoyante du prix énergétique combinée avec une diminution des charges sociales et fiscales sur le travail sont le premier élément clé d'une réorientation. Ce n'est que par un prix élevé de l'énergie qu'une épargne énergétique et qu'un emploi de sources énergétiques renouvelables deviendraient enfin une nécessité économique et permettraient aux capitaux d'être investis dans des entreprises à forte main d'œuvre.

Le chômage en masse, la faillite menaçante de notre système de sécurité sociale, la bureaucratie débordante, le problème environnemental exigent également une réorientation de pensée en vue du paiement d'un revenu de base inconditionnel (RBI), tout en considérant la nécessité d'une réforme monétaire urgente. L'argent est un moyen d'échange et ne doit donc pas devenir lui-même un produit d'échange. L'intérêt simple et composé doit être remplacé par une taxe d'utilisation et la « souveraineté monétaire » doit retourner dans les mains de l'État.

Parallèlement au Législatif, à l'Exécutif et à la Justice, nous avons besoin d'un « quatrième pouvoir », indépendant du gouvernement, agissant pour le compte du peuple, comme par exemple la Banque

Nationale dans la fonction d'une agence monétaire indépendante.

L'argument que ceci serait le recommencement d'un plan économique communiste ne peut être retenu parce que ce ne sont pas les banques commerciales privées qui doivent être éliminées, mais uniquement les conséquences immorales d'une croissance exponentielle des richesses[24].

Dans notre société actuelle imprégnée d'avarice, il est très difficile de faire comprendre aux hommes que l'intérêt gagné sur un compte épargne n'est pas une manne céleste. En effet, 80% de la population se laisse en réalité exploiter en payant d'avantage et ce massivement, malgré l'apport des intérêts.

Le RBI permet dans cette situation, de réorienter harmonieusement le marché financier global. Nous faisons effectivement fleurir les affaires des compagnies d'assurances agissant dans le monde entier, des fonds d'investissements et des banques commerciales privées. Ceux-ci sont exclusivement fixés sur le profit financier en achetant par exemple des sociétés florissantes, les « assainissent » en congédiant un grand nombre du personnel, puis les revendent en s'empochant les profits.

Pourtant nous ne devrions pas oublier que nous participons probablement nous-même, et sans le savoir, à ce commerce financier. Par exemple, pour augmenter le montant de notre future pension, nous plaçons notre argent dans ces mêmes fonds d'investissements, d'assurances et de pensions et en attendons le plus grand rendement possible, alors que le RBI pourrait également recueillir et remplacer ces « droits acquis » sans problèmes.

11. Conclusion

Ce petit fascicule doit être perçu comme un message positif :

TOUS les problèmes de notre société peuvent être résolus !

Un prix énergétique élevé et la réforme monétaire jouent un grand rôle dans la solution. Le revenu de base inconditionnel (RBI) est la clé d'un « processus de réorientation ». Il renforce l'autonomie de l'individu et encourage ainsi la solidarité mutuelle des hommes.

Mahatma Gandhi disait : « Le monde a assez pour tout le monde, mais jamais assez pour la voracité de certains ! ».

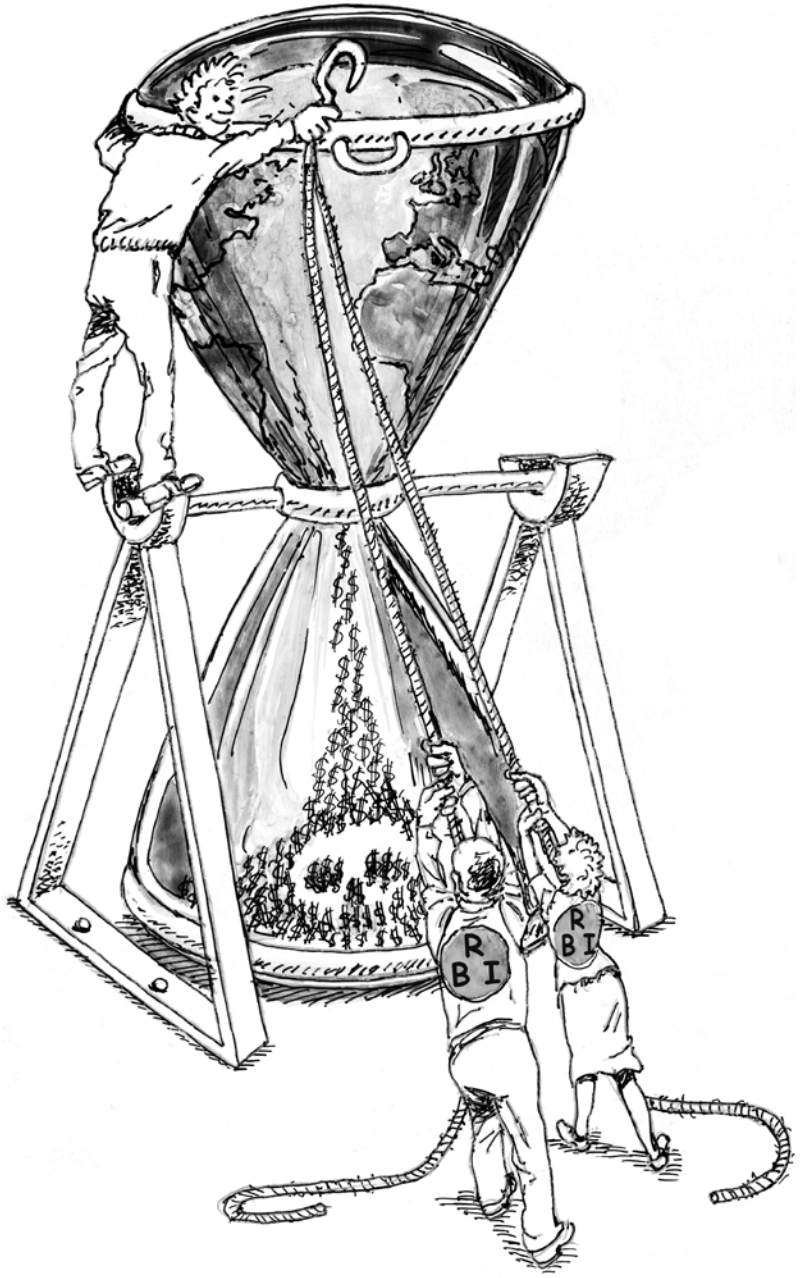
Cette « réorientation » nous réussira-t-elle encore à temps ?

Je reste optimiste grâce aux moyens de communications de la globalisation qu'offre Internet. Ce genre de média ne se laisse pas encore contrôler par les plus fortunés et les puissances. Il permet d'échanger avec rapidité des idées à niveau intercontinental. La vérité sur les structures et les modes de fonctionnement injustes comme par exemple le système monétaire, la vérité sur l'exploitation des ressources et la destruction progressive de notre planète bleue entre autres par le réchauffement climatique, ne peut plus, comme avant l'ère Internet, être dissimulée.

Une « réorientation » dans les délais permettrait de retourner à temps le sablier qui enferme notre planète bleue dans sa partie supérieure.

Entre les griffes mortelles des groupements de sociétés avides de profit, notre planète s'appauvrit, grain après grain, avec chaque espèce animale et végétale disparue. Il ne reste alors plus que sable et dollars inutiles.

Mais si nous retournons ensemble le sablier, si nous pensons autrement, alors notre merveilleuse planète, planant saine et sauve dans l'Univers, pourra offrir ce service à nos enfants et petits-enfants, tel le magnifique service que nous et nos ancêtres avons reçu depuis des millions d'années.



12. Remerciements

Mon tout premier remerciement s'adresse à l'auteur de la préface, Monsieur Günter Sölken. Sans sa stimulation à la fin d'une de mes conférences sur le même thème, je n'aurais pas écrit ce petit fascicule.

Je remercie aussi l'Association de promotion de l'énergie solaire à Aix-La-Chapelle[29] de m'avoir autorisé à utiliser les croquis et les caricatures des « Lettres solaires » sur le thème de l'impôt sur l'énergie.

Pour les premières indications d'erreurs dans notre système monétaire, un grand merci à Paul Nollen et à son groupe de travail sur la thématique de l'argent chez VIVANT Flandre.

Merci à Hubert Schäfer pour le dessin figurant sur la page titre et à Andreas Hock pour la mise en page et le lay-out de tout ce fascicule.

Et enfin, je tiens à remercier les collaboratrices et collaborateurs du mouvement et parti VIVANT pour leurs précieux encouragements et pour l'aide rédactionnelle.

Joseph Meyer

13. Bibliographie

1. *Etude de la Commission Européenne : "Long-Term integration of renewable energies into the European energy system", Editions Physica Heidelberg, 1997, ISBN 3-7908-1104-1*
2. *Wolf v. Fabeck, "Gegen die Arbeitslosigkeit - Energiesteuern statt Lohnsteuern und Sozialabgaben" (« Contre le chômage – Taxes sur l'énergie au lieu de taxes salariales et charges sociales »), « La lettre solaire » 1/04, pages 4-12, 2004*
3. *Helmut Creutz, « Le syndrome de l'argent », 2001, page 408, ISBN 3-928493-46-9*
4. *Wolf von Fabeck, "Arbeitsplätze und soziale Gerechtigkeit – Aber wie ?" (« Postes de travail et justice sociale – mais comment ? ») La lettre solaire - numéro spécial d'octobre 2005, pages 4-11*
5. *Page titre du journal « Energie et Avenir » ("Energie und Zukunft"), Edition du 1er juin 2006*
6. *Reiner Kümmel, "Energie, Wirtschaftswachstum und Beschäftigung"(« Energie, croissance économique et emploi ») dans La Lettre solaire 1/04, pages 13-23*
7. *Jürgen Grahl, "Umsteuern durch Energiesteuern", (« Revirement du système de taxation par une taxe sur l'énergie ») La lettre solaire - numéro spécial, pages 12 – 19, octobre 2005, ISSN 0946-8684*
8. *Wolfgang Kessler, "Weltbeben- Auswege aus der Globalisierungsfalle" (« Bouleversement mondial – issues du piège de la globalisation »), page 92, 2002, ISBN 3-88095-125-X*
9. *La nature de l'argent :*

   http://www.geldreform.de, http://www.freiwirte.de
   http://www.INWO.de, http://www.socialcurrency.be
   http://www.systemfehler.de, http://www.monies.cc/

   - *Margrit Kennedy, « Libérer l'argent de l'inflation et des taux d'intérêts », ISDN 0-88058-161-3*

- ”A Privatised Money Supply” http://www.basicincome.com/basic_banks.htm
- A. Pilote, « La dette publique » http://www.praxion.org/article.php3 ?id_article=6
- J. Huber, J. Robertson ”Creating New Money” : http://www.jamesrobertson.com/book/creatingnewmoney.pdf
- Bulletin du sociétalisme N°11, mai 2007 : http://www.societal.org/bulletin/mai2007.html

10. Max von Bock : Vidéo online sur la nature du système monétaire, voir sous http://www.goldseiten.de/content/diverses/artikel.php ?storyid=3552
11. Margrit Kennedy, « Libérer l’argent de l’inflation et des taux d’intérêts », ISDN 0-88058-161-3
12. Heinrich Haussmann, ”Der Josephspfennig” (« Le pfennig de Joseph »), Service d’information Pro-Future-Capital, 3ème année, octobre 2003
13. R. Prengel, ”Wirtschaftskrisen und warum sie eigentlich Geldkrisen heißen müssten” (« Crises économiques et pourquoi elles devraient en réalité se nommer crises monétaires ») Internet : http://www.freiwirte.de, ”Textbeiträge” (articles)
14. Titre du journal « La lettre solaire » numéro spécial, octobre 2005, ISSN 0946-8684
15. RBI – Arrière-plan historique : http://www.etes.ucl.ac.be/bien/BI/HistoryBI.htm et http://www.etes.ucl.ac.be/bien/BIEN/HistoryBIEN.htm
16. http://www.grundeinkommen.de, http://www.basicincome.be, http://www.socialcurrency.be, http://www.unternimm-die-zukunft.de
17. Roland Duchâtelet, N.V. Belgie – Verslag Aan De Aandeelhouders, 1994, Globe, ISBN 905312133x NUGI 661
18. Roland Duchâtelet, De Weg Naar Meer Netto Binnenlands Geluk, 2004, ISBN 90 5617 5769
19. Le Programme de VIVANT, 2003 - Internet : www.vivant.org, www.vivant-ostbelgien.org
20. Götz Werner, Die Wirtschaft befreit die Menschen von der Arbeit (« L’économie délivre les hommes du travail ») http://www.attac.de/genug-fuer-alle/cms/readarticle.php ?article_id=13
21. Dieter Althaus, Das solidarische Bürgergeld (« l’argent solidaire du citoyen ») http://www.d-althaus.de
22. « La lettre solaire » 3/06, page 12, ISSN 0946-8684
23. Eckhardt Grimmel, Das Geld muss verstaatlicht werden! Anmerkungen zum Freigeld Silvio Gesells, Der Dritte Weg (« L’argent doit devenir étatique ! Notes sur l’argent libre de Silvio Gesell », Le troisième chemin), 2000, 31, brochure 5, pages 24-25, Treuchtlingen
24. Joseph Huber, « Reform der Geldschöpfung- Wiederherstellung des staatlichen Geldregals durch Vollgeld » (Réforme de la création de l’argent- Remise de la souveraineté monétaire de l’ État par l’argent réel), Journal pour une Economie sociale, n° 142, septembre 2004, pages 13-21, ISSN 0721-0752
25. http://www.regiogeld.de ,http://www.regionetzwerk.de, http://www.margritkennedy.de
26. Margrit Kennedy, Litaer Bernard A., Regionalwährungen – Neue Wege zu nachhaltigem Wohlstand (« Monnaies régionales – Nouveaux chemins vers un bien-être durable »), 2004, ISBN 3-570-50052-7
27. H-J Fell, Die Klimakatastrophe lässt sich nur mit einer Nullemissionsstrategie abwenden, Solarzeitalter (« La catastrophe climatique ne sera évitée que par une stratégie d’émission zéro des gaz à effet de serre », L’ère solaire), 4/2006, ISSN n° 0937-3802
28. H. Paulitz, Revolutionierung der gesellschaftlichen Verhältnisse durch dezentrale Energiegewinnung, Solarzeitalter (« Révolution des relations sociales par l’apport énergétique décentralisée », L’ère solaire), 4/2006, ISSN n° 0937-3802
29. Association de promotion de l’énergie solaire, Allemagne, Internet : http://www.sfv.de
30. http://www.eurosolar.org
31. E. Waffenschmidt, 100% Erneuerbare Energien sind möglich (« 100% d’énergies renouvelables sont possibles »), http://www.waffenschmidt.t-online.de